

Andry Rajoelina : «J'ai pris la décision de ne pas me présenter à la présidentielle»

L'intervention télévisée du 12 mai 2010 sur TVM

Madagate – 13/05/10 - Transcription et traduction : Jeannot RAMAMBAZAFY



Andry Nirina Rajoelina, TVM le 12 mai 2010

Peuple malgache, mes compatriotes,

Nous nous rappelons -et nous nous en souviendrons toujours- que nous avons mené une lutte pour la recherche de la Liberté et pour l'avènement de la I^{ve} république. Notre patrie avait soif de changement. Oui, nous amorcer un changement. Nous avons vécu des moments difficiles et pénibles durant quatorze mois, moments faits d'épreuves nombreuses pour tout le monde. Votre tristesse est ma tristesse ; vos souffrances sont les miens ; votre angoisse est mienne. Et lorsque vous êtes malheureux, je le suis tout autant que vous.

En tant que premier responsable et Président, je me suis toujours efforcé d'œuvrer de mon mieux et je n'ai jamais accepté de succomber au désespoir car je crois et je suis persuadé que la nation doit être sauvée et elle le sera.

C'est en pleine connaissance et le constat des problèmes et des souffrances angoissantes vécus par les Malgaches que j'ai décidé d'accepter d'aller discuter [avec les anciens présidents] pour chercher des solutions afin de sortir Madagascar de la crise politique.

C'est ce qui m'a poussé a participé aux différentes rencontres organisées ici et à l'extérieur. Nous n'avons eu cesse d'y participer jusqu'à l'impossible. Mais la finalité a été que les objectifs n'ont pas été atteints, détruisant toute forme d'Espoir.

Mesdames et Messieurs,

Oui, depuis le retour de l'Indépendance, le peuple malgache a vécu d'Espoir dans tous les domaines : L'Espoir d'avoir une vie meilleure et l'Espoir que Madagascar deviendrait une grande nation puissante et indépendante, autonome et développée. Hélas, cet Espoir s'est envolé au fil du temps. L'actuelle crise que traversent la nation malgache et le peuple malgache est une crise qui prend ses racines il y a 50 ans et qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

50 ans de soumission et de lutte sans aucune victoire ;

50 ans de méchanceté et d'hypocrisie ;

50 ans d'égoïsme sinon d'égoïsme ;

50 ans de déceptions en tous genres ;

50 ans de mauvaise gouvernance ;

50 ans de mensonges et de perfidie.

Si nous résumons, ces 50 ans passés nous ont conduits vers la pauvreté et une misère profonde.

Jusqu'au jour d'aujourd'hui, ce qui a dominé c'est l'égoïsme des dirigeants passés ; leur manière et leur pratique très médiocres de la politique politicienne ; leur façon de semer le chaos et la zizanie. Leur pire objectif : amener le pays vers une destruction totale. Tout cela sont les raisons qui ont entraîné l'actuel blocage de la vie de la nation au moment où je vous parle.

Assez ! Cela suffit !

Ce que je demande à ces aînés, aujourd'hui, c'est de laisser le peuple malgache vivre dans le calme et la sérénité car c'est à cela que tout le monde aspire, surtout à la veille de la célébration des 50 ans d'indépendance. Que chacun de nous démontre un patriotisme authentique. Ce qui fait qu'un Chef d'Etat en est un, repose sur sa volonté et son courage de se lever pour défendre un idéal. Il sera jugé selon ce qu'il a accompli et laissé en héritage pour ses compatriotes et pour la nation toute entière.

Ainsi, pour l'amour de cette patrie commune que j'aime tant, je n'ai aucun autre souci que celui de veiller, comme la prunelle de mes yeux, à son bien-être et à celui du peuple. Je ne renierai jamais les défis que j'ai relevés sur la Place du 13-Mai. Aussi, la décision que je prends en ce jour du 12 mai 2010 repose sur le respect d'un homme à la parole donnée et je suis persuadé que cela restera gravé dans l'Histoire de la Nation car guidé par l'amour de la patrie.

Aussi, je déclare à la nation toute entière, pour les intérêts de la nation et du peuple malgache, que j'ai décidé de ne pas me présenter et de ne pas participer à l'élection de celui qui sera Président de la IVe république.

J'ai pris cette décision afin de mener à bien, et à son terme, cette période de transition. Cela, sans qu'il n'y ait deux poids deux mesures. Car nous ne pouvons plus nous permettre de perdre notre temps dans querelles sans fin qui détruiront la nation. J'ai donc pris cette décision afin de mettre définitivement un terme à cette crise politique qui n'a que trop duré.

Cette décision permettra également d'avoir l'assurance que les élections qui se succéderont seront acceptées par tous. Je préfère me sacrifier plutôt que de prendre le peuple malgache en otage.

Il importe que certains politiciens prennent conscience qu'il n'est pas inscrit dans leurs droits de martyriser et de faire souffrir le peuple malgache. Il y a longtemps que tout le monde est convaincu que la seule et unique issue consiste en l'organisation d'élections libres et transparentes. Pour moi, l'objectif unique est d'aboutir à l'avènement de la IVe république.

Dans ce contexte, voici le calendrier qui permettra d'y parvenir :

12 août 2010 : organisation du referendum constitutionnel ;

30 septembre 2010 : élections législatives ;

26 Novembre 2010 : élection du premier président de la IV^e république.

Mais avant ces rendez-vous, un Dialogue national sera organisé les 27, 28 et 29 mai 2010 pour se pencher sur la rédaction de la nouvelle Constitution de la IV^e république. Y sont cordialement invités tous les représentants des forces vives de la nation issues des 22 régions et des 119 districts de la Grande île. Je lance, ici, un appel à tous mes compatriotes, sans exclusive : à tous les politiciens ; à tous les membres de la société civile ; à tous les chefs religieux et d'église ; à toutes les composantes des forces armées : unissons-nous et donnons-nous la main pour atteindre ces objectifs qui demeurent les seules et uniques solutions de fin de crise pour la nation.

Il s'agit-là d'un grand défi que nous devons relever et réaliser ensemble. J'ai pris mes responsabilités et je reste persuadé que la communauté internationale va également prendre les siennes et nous aider dans la réalisation de ce calendrier. Un programme qui devra nous assurer la sécurité, la sérénité et la paix sociale.

Mesdames et Messieurs,

A mon avis personnel, le chemin que nous avons parcouru était réellement un chemin tortueux et pénible. Un chemin semé d'embûches en tous genres. Mais, malgré tout, et surtout en l'absence du soutien financier des bailleurs de fonds, nous nous sommes efforcés d'aller de l'avant, nous avons travaillé dur et sans répit. Et cela ne peut souffrir d'aucune contestation. Nous avons fait énormément de concession et j'ai même été la cible privilégié de toutes sortes d'attaques et de toutes parts. Cependant, nous n'en, éprouverons aucun regret.

Je suis conscient que nombre d'entre vous seront déçus si d'autres resteront incrédules. Je le ressens du plus profond de mon âme. Mais gardez confiance car je serai toujours à vos côtés pour vous soutenir et je ne vous laisserai jamais seul.

Peuple malgache, mes compatriotes,

Nous ne sommes que de passage ici-bas. Mais ce que nous accomplissons restera à jamais gravé dans l'Histoire. Aussi, il est préférable de laisser un bon héritage à nos descendants qui se succéderont.

Je lance un appel à tous pour que chacun change de comportement, de manière de penser et délaisse la haine et les rancœurs qui pourraient inonder leur cœur. Pour conclure, je ne pourrais pas ne pas remercier tous ceux qui n'ont eu cesse de porté en prières cette nation.

Que la volonté de Dieu soit faite.

J'aime tellement Madagascar.

La Patrie est sacrée !

Andry Nirina RAJOELINA

Président de la Transition de Madagascar (2009-2010)

Antananarivo, le 12 mai 2010, en direct à la RNM et la TVM

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1411-andry-rajoelina-les-vraies-raisons-de-ne-pas-briguer-le-premier-mandat-presidentiel-de-la-ive-republique-malgache.html>

L'interview sur RFI - Christophe Boisbouvier – 13/05/10



Andry Rajoelina.
AFP/Stéphane De Sakutin

RFI : Monsieur le président, bonjour. Depuis quelques mois, tout le monde se demande si vous serez candidat ou non à la prochaine élection présidentielle. Quelle décision avez-vous prise ?

Andry Rajoelina : Premièrement, c'est vrai, depuis des mois Madagascar vivait dans la crise politique et ce qui est important dans la décision d'un président et ce qui fait d'un président un vrai homme d'Etat, c'est surtout la bonté et l'honnêteté de ses actes envers ses citoyens et en faveur de sa patrie. Et c'est pour cette raison donc que j'ai pris la décision de ne pas me présenter aux prochaines élections présidentielles que nous allons organiser avant la fin de l'année.

RFI : Et c'est une promesse définitive, vous ne changerez pas d'avis ?

A.R. : C'est une promesse définitive pour pouvoir mener à terme la transition de manière objective. Pour moi, ce qui est important, c'est qu'on puisse organiser des élections en toute neutralité. Je pense que je suis le seul homme à Madagascar à pouvoir organiser ces élections dans la transparence et aussi, on a besoin de la garantie de la communauté internationale.

RFI : Est-ce qu'avant de prendre cette décision, vous avez dû convaincre beaucoup de vos partisans qui vous demandaient de rester ?

A.R. : Vous savez aujourd'hui, cette décision a été vraiment très très difficile à avaler pour mes partisans, mais je leur ai dit que je poursuivrai et que je resterai toujours à leurs côtés.

RFI : Et même si vos partisans reviennent à la charge dans les mois qui viennent, vous ne changerez pas d'avis ?

A.R. : Je suis un homme de parole et je ne changerai pas d'avis. Je ne serai pas candidat pour les prochaines élections présidentielles à Madagascar, pour l'intérêt supérieur de la Nation.

RFI : Alors quel est le calendrier d'ici l'élection présidentielle ?

A.R. : L'objectif du peuple malgache maintenant qui est fatigué de la crise, est la mise en place de la IVème République. Donc, on a défini la feuille de route : le 12 août 2010, c'est le référendum constitutionnel ; le 30 septembre 2010, les élections législatives ; et le 26 novembre 2010, les élections présidentielles. Mais avant tout cela, il sera organisé un dialogue national prévu les 27, 28 et 29 mai 2010 qui définira la Constitution de la IVème République.

RFI : Dans le projet d'accord de Pretoria, il était prévu une Commission électorale nationale indépendante. Est-ce qu'elle va voir le jour ou pas ?

A.R. : La Commission nationale électorale indépendante est déjà mise en place. Le peuple malgache est prêt à aller vers les élections, donc tout est prêt, tout est OK maintenant. Il suffit d'avancer et nous avons pris en Conseil des ministres convocation des électeurs. Nous sommes dans les temps, dans les règles, c'est-à-dire 90 jours avant les élections, c'est-à-dire avant le référendum constitutionnel.

RFI : Dans le projet d'accord de Pretoria, il était prévu qu'il y ait des observateurs de l'ONU (l'Organisation des Nations unies), de l'Union africaine et de la SADC (Communauté économique de développement d'Afrique australe) et de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) dans la commission électorale, est-ce qu'ils seront prévus ou pas ?

A.R. : C'est toujours prévu et nous le souhaitons vivement parce que notre défi aujourd'hui est vraiment d'organiser des élections libres et transparentes et qu'il y ait égalité de chances pour tous les candidats. Donc nous souhaitons vivement la participation des observateurs internationaux pour accompagner Madagascar pendant ces élections à venir pour l'avènement de la IV^{ème} République à Madagascar.

RFI : Est-ce que vous soutiendrez un candidat ou pas ?

A.R. : Ca pour le moment, ce qui est important, c'est déjà rétablir la stabilité et la sérénité à Madagascar. Ce n'est pas encore à l'ordre du jour mais ce qui est important, c'est que j'ai annoncé aujourd'hui que je ne me porterai pas candidat ni aux législatives, ni à l'élection présidentielle.

RFI : Et est-ce que les anciens présidents pourront être candidats ?

A.R. : Ecoutez, Madagascar depuis cinquante ans maintenant n'a plus d'espoir et les anciens présidents ont marqué leur mauvaise foi. C'est la déception du peuple malgache, des mensonges et ils ont conduit le pays à la pauvreté. Donc je ne pense pas que c'est une bonne solution que les anciens présidents se présentent pour ces élections présidentielles.

RFI : Mais si par exemple, Marc Ravalomanana souhaite rentrer à Madagascar et se présenter, qu'est-ce qu'il lui arrivera ?

A.R. : L'ancien président aujourd'hui est jugé et condamné par la justice, donc la loi ne lui permet pas de se présenter aux élections présidentielles.

RFI : C'est-à-dire que s'il rentre à Madagascar, il risque d'être arrêté et de se retrouver en prison ?

A.R. : La justice est indépendante à Madagascar.

RFI : Dans le projet d'accord de Pretoria, il était prévu de suspendre les mesures judiciaires contre lui ?

A.R. : C'est dommage qu'il n'ait pas signé et qu'il n'ait pas accepté l'accord de Pretoria. Maintenant, le pays a besoin de renouveau et le pays a besoin d'avancer. Nous allons avancer et, justement la veille de notre cinquantième anniversaire d'indépendance, Madagascar mérite un nouveau président d'un sang neuf, un homme du renouveau, pour conduire ce pays.

RFI : Vous savez que la SADC, l'Organisation sous-régionale de l'Afrique australe, est très proche des positions de Marc Ravalomanana, vous ne craignez pas que votre scénario soit rejeté par la SADC et la communauté internationale ?

A.R. : Il ne faut pas soutenir un homme et la communauté internationale ne devrait pas soutenir un homme. Il faut soutenir le processus vers le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Donc je lance un appel solennel à la communauté internationale de prendre ses responsabilités dans l'accompagnement effectif de ce processus électoral qui garantira la paix. Personne n'a intérêt aujourd'hui à ce que les troubles reviennent à Madagascar.

RFI : Jusqu'à présent, vous n'étiez pas invité au sommet franco-africain de Nice du 31 mai prochain. Est-ce que maintenant vous souhaitez y être invité ou pas ?

A.R. : Ecoutez, depuis six mois, Madagascar n'avait pas la reconnaissance internationale. Maintenant que j'ai fait cet acte hautement civique et en sacrifice pour le pays, ce serait vraiment volontiers et avec un grand plaisir de rencontrer tous les présidents francophones à Nice.

RFI : Mais vous avez déjà été invité, c'est fait ?

A.R. : Je n'ai pas encore été invité, mais je suppose que là, tous les blocages ont été épargnés. Et je pense que je serai peut-être invité et ce serait un grand plaisir et un honneur pour moi-même et le peuple malgache de représenter Madagascar pour cette rencontre.

RFI : Dans votre décision de vous retirer après dix-huit mois de pouvoir, est-ce que vous vous inspirez d'un modèle qui a déjà eu lieu en Afrique ou ailleurs ?

A.R. : Ecoutez, je suis et je resterai celui qui a ramené et qui veut ramener la démocratie et la liberté à Madagascar. Et je serai toujours là pour servir la Nation et participer à sa reconstruction.

RFI : C'est-à-dire qu'après votre départ du pouvoir en novembre prochain, vous resterez disponible peut-être pour revenir cinq ans plus tard comme ATT (Amadou Toumani Touré) au Mali. C'est ça ?

A.R. : Pourquoi pas. Si Dieu le veut. Pourquoi pas.

RFI : Vous êtes jeune, vous avez 34 ans ?

A.R. : J'aurai 36 ans cette année.

RFI : Donc, vous êtes jeune ?

A.R. : Je suis jeune (rires).

RFI : C'est-à-dire ?

A.R. : J'ai encore l'avenir devant moi.

RFI : Andry Rajoelina, merci.

Source : <http://www.rfi.fr/contenu/20100513-andry-rajoelina-j-ai-pris-decision-pas-me-presenter-presidentielle>